

PATRICK AMIR IMAM,

REPRÉSENTANT RÉSIDENT ACTUEL DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL À MADAGASCAR,

" LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME APPUYÉ PAR LA FACILITÉ ÉLARGIE DE CRÉDIT VA DANS LA BONNE DIRECTION".

Par Sandra Miora Hafalianavalona - Photos : fournies

Les experts du Fonds monétaire internationale ont achevé, au mois de septembre, leur suivi-évaluation des réformes entreprises par le gouvernement malgache dans le cadre du programme Facilité élargie de crédit à Madagascar. Le représentant résident de l'institution a également partagé sa lecture de la situation actuelle du pays dans Business Magazine de L'Express de Madagascar.



«Depuis 2014, le Fonds monétaire international a décidé de revenir à Madagascar avec une reconnaissance dû au retour à l'ordre constitutionnel. Quel bilan des relations entre Madagascar et le FMI ?

Avec le retour à l'ordre constitutionnel qui s'était opéré en 2014, le Fonds avait effectivement renoué ses relations avec Madagascar. Depuis, le pays a bénéficié d'un certain nombre d'appuis financiers et techniques du Fonds, à travers notamment des deux accords au titre de la Facilité de crédits rapides (FCR), d'un montant respectif de 47 et de 42 millions de dollars, mais également d'un accord au titre de la Facilité élargie de crédits (FEC), dont le montant initial de 305 millions de dollars a été révisé à la hausse à 347 millions de dollars. Jusqu'ici les relations avec les autorités restent excellentes et aussi fructueuses, étant donné que les objectifs du programme de réformes soutenu par la FEC épousent parfaitement ceux des autorités tel qu'ils sont transcrits dans son Programme national de développement.

La mise en œuvre du programme appuyé par la FEC va dans la bonne direction, puisque les autorités continuent d'afficher de bonnes performances sur la base des critères de performances quantitatifs aussi bien que structurels assignés au programme. Et ce, en dépit des différents chocs auxquels le pays a été confronté.

«Quelle lecture faites-vous de la situation économique actuelle à Madagascar ? Le FMI a dressé pour les consultations de 2017, au titre de l'Article IV, la première revue de l'accord au titre de la Facilité élargie de crédit au mois de juillet. L'institution cite quelques bons points. Est-ce un signe de satisfécits ?

En comparaison de ses pairs de la région de l'Afrique subsaharienne, la performance économique de Madagascar est plutôt positive. En effet, cette année, le taux de croissance économique est encore estimé à 4,1% contre une moyenne d'environ 2,6% pour toute la région de l'Afrique subsaharienne. Et ce, en dépit des révisions à la baisse du niveau de production, suite aux différents chocs climatiques qu'a subis le pays en début d'année. Bien que les mêmes chocs aient tiré les prix à la consommation à la hausse, le taux d'inflation est projeté de rester stable à un chiffre cette année, contribuant à la stabilité macroéconomique du pays. Par ailleurs, grâce au prolongement du choc positif lié à la forte hausse des prix de la vanille, le compte courant du pays demeure solide. Ce qui a permis à la Banque centrale de Madagascar de procéder à des achats de devises et d'accumuler davantage de réserves internationales.

«Et la situation globale

La situation économique actuelle est aussi caractérisée par l'embellie au niveau de la

collecte de recettes publiques. En effet, le 1^{er} semestre a vu un dépassement des objectifs fixés que ce soit en termes de recettes douanières ou fiscales. Les efforts menés pour lutter contre les fraudes et pour améliorer les performances des deux administrations commencent vraiment à porter leurs fruits. Quant aux dépenses publiques, elles sont restées plus ou moins contenues dans la limite fixée par le budget, quoiqu'un petit réaménagement ait eu lieu à l'interne, suite à un dépassement au niveau de certaines lignes comme le salaire. Par contre, les dépenses importantes constituées par les transferts aux entreprises publiques, telles la Jirama et Air Madagascar, sont restées contenues dans la limite des enveloppes imparties.

Il faut reconnaître que d'énormes progrès ont été réalisés et sont encore en train de se faire sur le plan économique et que les efforts des autorités y ont beaucoup contribué. Et je tiens à féliciter les autorités pour cela. Et bien qu'on ne puisse pas être totalement satisfait des résultats obtenus, vu qu'une part importante de la population se trouve encore dans la pauvreté, on est confiant que les réformes actuelles vont commencer à porter leurs fruits et impacter positivement sur la population.

Toutefois, de nombreux défis restent encore à relever étant donné que la lutte contre la pauvreté et le relèvement de la vie de la population sont des travaux de longue haleine qui nécessitent plus de temps et encore plus d'efforts pour maintenir le cap actuel. En général, nous sommes plutôt satisfaits des résultats obtenus jusqu'ici dans la mise en œuvre du programme de réformes que nous soutenons à travers la FEC. Mais, en même temps nous sommes aussi convaincus qu'il reste encore d'importantes marges de manœuvre que les autorités pourraient exploiter notamment en termes de collecte de revenus ou bien d'améliorations des dépenses publiques.

«Restons dans ce rapport macroéconomique qui évoque une performance «challengée» par les chocs climatiques comme le cyclone et la sécheresse ayant des impacts sur le taux de croissance et le taux d'inflation. Le FMI table le maintien du taux d'inflation à 8% vers la fin de l'année et début 2018. Pourtant la Grande île se trouve de nouveau face au fléau de la peste qui ne perturbe pas le seul domaine social, mais aussi l'économie, car certains opérateurs dans la filière litchi, dont la campagne devrait débuter ce mois de novembre, craignent que l'ampleur de cette épidémie puisse compromettre le secteur. Cette situation alarmante pourrait-elle avoir un impact sur ses paramètres ?

Madagascar est un pays encore fragile qui,

malencontreusement, est encore soumis à plusieurs fléaux de toutes sortes y compris certains types de maladies tels que le paludisme ou bien la peste. Comme toutes les maladies, ces phénomènes affectent la productivité du capital humain qui, à son tour, contribuera à un moindre niveau de production ainsi que de la croissance économique. Concernant la peste, bien que ce soit un phénomène récurrent à Madagascar, cette année a été différente des autres années dans la mesure où la maladie a touché beaucoup plus de personnes, s'est concentrée dans les zones urbaines à forte population et dont le développement a été fortement couvert par la presse à la fois locale et internationale. Cependant, faute de données disponibles, il est pour le moment très difficile de faire une estimation des éventuels impacts économiques que la peste aura sur les activités économiques, comme le tourisme par exemple. Cela dépendra de l'étendue du problème, car il y aura à la fois les effets directs qui sont tragiques, mais également les effets indirects sur l'économie. Il est nécessaire aussi de connaître l'étendue du problème dans le temps. Cela va-t-il durer longtemps ou pas ? Si cela dure dans le temps, les inquiétudes de ces opérateurs pourraient être fondées.

«Depuis le retour à l'ordre constitutionnel du pays après la période transitoire, le FMI a maintenant décaissé jusqu'à un montant total d'environ 129,61 millions de dollars au titre de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC). En termes de réalisations quantitatifs, comment percevez-vous l'utilisation de ce fonds ?

À la différence des appuis financiers apportés par les autres partenaires techniques et financiers de Madagascar, ceux apportés par le Fonds sont assez spécifiques dans la mesure où ils ne servent pas à financer de quelconques projets de développement dans les secteurs usuels comme la santé, l'éducation ou bien les infrastructures. Ses appuis en question, qu'on appelle dans le jargon économique « aide à la balance de paiement », sont destinés à soutenir les besoins de financement générés par le gap au niveau de la balance de paiement. Concrètement, les fonds que nous apportons à des conditions hautement concessionnelles sont des prêts accordés au pays et versés directement à la Banque centrale de Madagascar. Par conséquent, ils viennent renforcer les réserves en devises du pays et lui permettent de disposer des moyens nécessaires pour faire face à d'éventuels besoins de paiements extérieurs qui pourraient être générés par différents chocs auxquels le pays est régulièrement exposé, tels les aléas climatiques ou encore la hausse excessive des prix des matières premières.

■ **Pourtant, la médiocrité de la gouvernance, la mauvaise qualité de l'infrastructure (surtout dans les domaines du transport et de l'électricité), et le développement insuffisant du système financier ont été définis comme des principaux obstacles à une croissance tirée par le secteur privé. Quelles sont vos attentes ?**

À mon avis, les principales attentes seraient que des mesures adéquates soient prises pour lever les différents obstacles qui entravent le développement du secteur privé. Pour tous les domaines que vous avez cités, entre autres la gouvernance, l'insuffisance des infrastructures, les problèmes d'approvisionnement d'électricité de qualité ainsi que le faible développement du secteur financier, des plans de réformes ou de redressement existent déjà avec des mesures bien précises et identifiées dans le temps qui restent à être mise en œuvre.

Ainsi, pour que ces différents facteurs ne constituent plus d'obstacles au développement du secteur privé, il est important que les plans qui sont déjà là et qui ont été élaborés avec des experts soient mis en œuvre tel que prévu. C'est cet aspect de mise en œuvre qui constitue l'étape la plus importante pour une contribution positive à la croissance. Et c'est ce qui fait parfois défaut.

De nombreuses initiatives ont été déjà prises pour essayer de lever ces différents obstacles, si on ne cite que les efforts de redressement de l'entreprise publique Jirama ou les différentes mesures destinées à réduire la corruption, notamment celles destinées à renforcer l'arsenal juridique de la lutte contre la corruption. Bien que toutes ces actions soient à saluer, il reste à les traduire en des résultats plus concrets et à les consolider dans le temps.

■ **Les préoccupations sociales des populations ont été évoquées dans votre recommandation pour l'investissement public. Est-ce un indice de faille dans la gouvernance ?**

Comme de nombreux pays en développement, Madagascar souffre d'un problème d'efficacité des investissements publics qui se traduit à la fois par un faible accès aux infrastructures publiques, telles que les infrastructures sanitaires, l'électricité, l'eau ou encore les infrastructures routières et portuaires, mais également par une qualité inférieure des infrastructures publiques. Tous ces facteurs ont des impacts négatifs sur la vie sociale et économique de la population et constituent un des principaux obstacles à la réduction de la pauvreté.

Ce problème d'efficacité des investissements est effectivement un indice de faille de la gouvernance, notamment de la politique de gestion des investissements publics, car s'il y avait eu une bonne gestion ainsi qu'une bonne priorisation des investissements publics, ils auraient pu procurer aux pays des bénéfices conséquents en termes de couverture et de qualité des investissements publics.



"Madagascar se trouve parmi les trois premiers endroits en Afrique où ouvrir une entreprise se fait dans un laps de temps vraiment court."

■ **La mise en place de la Haute cour de justice est également un sujet de débat. Comment trouvez-vous cette structure ?**

La question de la mise en place de la Haute cour de justice étant une question qui va au-delà du domaine de compétences du Fonds monétaire International, puisqu'il s'agit d'une institution de nature politique, il m'est difficile de répondre à la question.

À notre connaissance, la Haute Cour de Justice est une institution prévue par la Constitution malagasy. Pour une bonne complémentarité entre les institutions, sa mise en place pourrait être nécessaire. Mais, encore une fois, nous ne sommes pas compétents sur la question. D'autant plus que son installation ainsi que son opérationnalisation résultent d'un choix politique. Et là-dessus, les autorités du pays sont souveraines sur leurs décisions.

■ **Des réformes ont été adoptées pour deux entreprises publiques, Air Madagascar avec un partenariat stratégique et Jirama avec une nouvelle équipe. Après ces mesures, comment trouvez-vous l'avenir des deux**

compagnies, notamment en termes de dépenses publiques ?

Étant donné le besoin de redressement de ces deux entreprises publiques pour, à la fois, des raisons économiques, vu les rôles qu'ils jouent dans les activités économiques du pays, mais aussi et surtout pour les poids qu'ils exercent sur le budget de l'État, la mise en œuvre d'importantes réformes au niveau des deux entreprises s'avère être cruciale. L'État est obligé de leur transférer des fonds depuis quelques années afin qu'elles puissent se maintenir à flot et garder un minimum de services, au détriment de secteurs tels que la santé ou l'éducation.

Les réformes ont été entamées ces deux dernières années afin de mettre les deux entreprises sur une trajectoire financièrement viable. Ces réformes commencent à porter leurs fruits. La stratégie d'Air Madagascar, basée sur la signature d'un accord de partenariat stratégique, est sur la bonne voie avec la signature récente de l'accord avec la compagnie Air Austral. Celles au niveau de la Jirama semblent connaître également des avancées bien que la mise en œuvre des réformes ait été quelque peu retardée et que des facteurs exogènes, tels les aléas climatiques, ont joué en leur défaveur. Néanmoins, les changements opérés au niveau managérial, les mesures prises pour maîtriser les coûts, les efforts pour augmenter et sécuriser les recettes à travers le basculement vers l'utilisation du fuel lourd ainsi que l'augmentation des tarifs ont contribué à améliorer la situation financière de l'entreprise et la fourniture de services.

■ **La suite du programme...**

Si l'on s'en tient à la dynamique actuelle, et si les réformes sont mises en œuvre telles que prévues, les deux entreprises pourraient aspirer à un avenir meilleur. Et ceci est d'autant plus souhaitable et bénéfique pour les finances de l'État dans la mesure où les deux entreprises publiques exerceront moins de pressions, voire même aucune, sur le budget de l'État avec la réduction et, plus tard, l'élimination des différents transferts. À terme, cela aurait également des impacts positifs sur la croissance économique et, de ce fait, sur la réduction de la pauvreté car davantage de ressources seront disponibles pour les secteurs beaucoup plus productifs tels les infrastructures, la santé et l'éducation.

■ **Et le climat des affaires ?**

Si l'on se réfère aux indicateurs habituels pour mesurer la qualité de l'environnement des affaires, comme ceux utilisés par la Banque Mondiale à travers le « Doing Business Indicators », le classement de Madagascar indique que de nombreux défis restent encore à relever pour disposer d'un environnement considéré comme propice aux affaires. En effet, malgré

les améliorations de ces dernières années, le pays se trouve encore au 167^e rang parmi les 190 pays évalués en termes d'opportunités d'affaires dans le rapport 2017.

La faiblesse des infrastructures, l'accès limité à l'électricité, les problèmes de gouvernance qui se traduisent notamment par un niveau élevé de corruption et une faiblesse du système judiciaire, le faible accès aux services financiers ainsi que l'instabilité politique constituent les principaux obstacles à un bon climat des affaires à Madagascar.

Avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers, notamment de la Banque Mondiale, les autorités se sont déjà attelées à améliorer la situation à travers un programme de réformes basé sur la simplification des procédures administratives. Il y a également les différentes réformes législatives à travers l'adoption de différentes lois destinées à inciter les investissements dans différentes branches d'activités. Et ces réformes commencent à porter leurs fruits puisque Madagascar se trouve parmi les trois premiers endroits en Afrique où ouvrir une entreprise se fait en un laps de temps vraiment court.

■L'élection présidentielle se pointe à l'horizon. La révision de la Constitution qui pourrait mener à un referendum est actuellement un sujet de débat alors quel avenir peut-on estimer en ce qui concerne l'aide de la FMI qui dépend du contexte politique ?

En tant qu'institution apolitique, le Fonds n'a pas d'avis à émettre sur les décisions prises ou à prendre par les autorités sur leur choix politique. Par conséquent, les aides techniques et financières que nous apportons, ne dépendent pas vraiment des décisions politiques des autorités. Ce qui est important pour nous sur le plan politique, c'est d'avoir des interlocuteurs qui sont reconnus par les différents pays membres de notre Conseil d'administration. Et que ces interlocuteurs-là disposent d'un programme de développement clair sur lequel nous pourrions adosser nos appuis et montrent l'engagement requis pour la mise en œuvre du programme.

Dans quelque temps, Madagascar aura à faire face à une échéance importante de sa vie politique avec la tenue de l'élection présidentielle. Comme c'est un processus normal par lequel passe tout pays démocratique, les relations entre le pays et le Fonds ne s'en trouveraient aucunement affectées et la mise en œuvre du programme FEC se poursuivra, d'autant plus que la durée de ce dernier va au-delà du mandat des autorités actuelles et devrait normalement se poursuivre avec les prochaines autorités élues du pays. Toutefois, cela dépendra du bon déroulement de l'élection. En effet, si elle se déroule dans de bonnes conditions et qu'elle résulte en des résultats acceptés par tous, alors il n'y a aucune raison de penser que les appuis que nous apportons seront

interrompus. En revanche, si les élections se déroulent moins bien, que les résultats sont remis en cause, cela risquerait de créer une situation d'instabilité qui pourrait affecter le programme FEC, dans le sens où les réformes sont remises en cause voire même suspendues dans la mesure où la situation n'est pas propice à leur mise en œuvre.

■Des appréhensions subsistent tout de même.

Ceci implique donc l'importance d'une élection bien préparée. L'expérience a montré qu'une élection préparée dans la sérénité a plus de probabilités d'aboutir sur des résultats crédibles et acceptés par tous. Contrairement à des élections qui, dès les premières étapes de leur préparation, sont déjà fortement critiquées.

Étant donné l'importance de cette échéance pour l'avenir du pays, nous restons confiants en la sagesse des autorités et en leur professionnalisme dans l'organisation de cette prochaine élection dans les conditions les plus optimales possibles, afin d'éviter qu'elle ne soit pas source d'un autre cycle de crise politique qui serait vraiment préjudiciable au développement économique et social du pays.

■Et si je vous demande de conclure ?

Pour conclure, j'aimerais souligner le fait que Madagascar progresse relativement bien dans la mise en œuvre du programme de réformes appuyées par la FEC. Les conditions macroéconomiques restent bonnes avec un taux de croissance qui demeure élevé par rapport à la moyenne des pays de l'Afrique subsaharienne et un taux d'inflation maintenu à un chiffre. Et ce, malgré les différents chocs auxquels a été exposé le pays. Sur le plan structurel, les réformes sont également sur la bonne voie bien que des retards aient été encourus sur certains points. En matière de gouvernance, le pays s'est doté de différents instruments légaux pour mener à bien les activités de lutte contre la corruption. Si on ne cite que la loi sur la coopération internationale ou bien la loi sur le recouvrement des avoirs illicites qui vont bientôt passer au Parlement pour examen.

Une des inquiétudes que nous entendons régulièrement sur la mise en œuvre du programme de réformes, et qui s'avère être légitime, c'est les impacts de toutes ces réformes sur le quotidien de la population qui continue de souffrir de la pauvreté. À ces inquiétudes, je répondrais qu'il est vrai qu'il n'y pas encore eu de changements radicaux du niveau de vie de la population. Toutefois, les réformes entamées jusqu'ici ont été rendues nécessaires par le contexte spécifique dans lequel se trouve le pays à la sortie d'une longue crise qui a duré cinq ans et qui ont laissé d'importantes séquelles sur de nombreux fronts, y compris la qualité des institutions qui est à la base de toutes les réformes. Donc, je dirais que les

bases pour le développement futur sont maintenant jetées. Il s'agit maintenant de les traduire en des résultats beaucoup plus concrets pour la population. Ceci nécessite un engagement sans faille du gouvernement ainsi qu'une volonté politique très forte.

■Avez-vous d'autres points à souligner ?

Peut-être quelques phrases sur les perspectives économiques à moyen terme pour Madagascar ainsi que les défis auxquels le pays doit encore faire face. À moyen terme, le taux de croissance est projeté de rester stable aux environs de 5% sous l'impulsion des investissements publics qui catalyseront à leur tour les investissements privés. Pour ce qui est de l'inflation, elle est projetée de rester à un chiffre avec une continuation de la tendance baissière l'année prochaine et dans le moyen terme.

Malgré ses bonnes perspectives, nombreux sont les défis qui restent à relever pour le pays. Il y a tout d'abord les défis liés au fait que Madagascar est un pays fortement exposé aux aléas climatiques. Ce qui implique qu'il doit se doter d'un plan de résilience et de contingence qui lui permet d'y faire face. Le pays est aussi sensible aux variations des prix des matières premières au niveau du marché international, que ce soit pour ses exportations ou pour ses importations. Aussi, est-il important pour Madagascar de procéder à une diversification de son économie qui implique en même temps l'élimination de tous les obstacles qui empêchent l'expansion des activités du secteur privé notamment structurels.

■Et à propos du Budget

À cela s'ajoutent tous les défis relatifs à l'accroissement de l'espace budgétaire de l'État qui passe à la fois par la poursuite des efforts pour l'accroissement des recettes publiques ainsi que de l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques. Sur ce dernier point, des défis de taille restent pour la réduction des dépenses de transfert aux entreprises publiques et l'augmentation des dépenses à l'endroit des secteurs sociaux. Il y a également les défis relatifs à la mise en place de la bonne gouvernance dans le pays et plus précisément la question de la réduction de la corruption. Sur ce volet, il s'agira surtout de mettre en œuvre tous les outils développés jusqu'ici dans ce sens. Et comme je le disais plutôt, un très fort engagement politique sur la question est crucial pour vraiment faire la différence.

Un dernier défi, et qui n'est pas le moindre, c'est la question de la stabilité politique. Une question qui est d'autant plus importante avec la tenue prochaine de l'élection présidentielle et l'historique passé de Madagascar. Le bon déroulement de cette élection et l'acceptation par tous des résultats y afférents conditionne le succès du programme de réformes mise en œuvre jusqu'ici.